

Sarkozy et Balladur veulent défigurer la France :



**Notre analyse du rapport sur la
réforme des collectivités territoriales (P. 4-5)**

© 2009 PCF

mars 2009

N° 65

projets
analyse
démarche
initiatives
communistes
en Seine-Maritime

La lettre
d'information
bimensuelle
des communistes
de la Seine-Maritime
est éditée par
la fédération
du Parti
communiste
français

Parti communiste français

Combattre efficacement la crise, changer de politique en France et en Europe

Aurélien LECACHEUR
Membre de l'exécutif départemental

Comment profiter de la crise lorsqu'on est la plus importante entreprise cotée au CAC40 ? En licenciant, tout simplement. TOTAL vient d'annoncer la suppression de 555 postes en France d'ici 2012, dont 330 sur les sites de l'agglomération havraise, à Gonfreville L'Orcher et Notre Dame De Gravenchon. Question : quelle entreprise a réalisé 14 milliards d'euros de bénéfices en 2008 ? TOTAL ! Une confirmation supplémentaire qu'il y a ceux qui subissent la crise et ceux qui en profitent.

C'est également la confirmation que derrière les gesticulations politiciennes

de Sarkozy et de ses amis, rien n'a fondamentalement changé, et aucune leçon n'a été tirée. Continuer comme avant ? La droite. Atténuer les effets de la crise pour qu'elle soit moins douloureuse ? La social-démocratie.

Changer radicalement de politique en France et en Europe : c'est le combat notamment de Jacky HENIN, Député Européen candidat dans notre circonscription aux élections de juin prochain. En constituant un front de gauche, le Parti Communiste et ses partenaires se donnent l'ambition, pour les élec-

tions européennes, de faire élire un maximum de députés européens qui porteront une politique de changement. Parce que le peuple ne supporte plus cette Europe-là, il est urgent de changer de politique.

Des milliers de personnes se rassemblent lors des meetings « pour changer d'Europe ». Des milliers à Paris pour le lancement national de la campagne. Des milliers à Lille pour le lancement de la campagne dans le Nord-Ouest.

*« Des milliers de
personnes se
rassemblent pour
changer d'Europe »*

L'occasion pour Jacky HENIN de rappeler « qu'il faut une perspective politique aux citoyens de ce pays et aux citoyens européens, qui

souffrent à cause des politiques libérales à l'œuvre aujourd'hui ».

Parce que les réponses aujourd'hui se trouvent non seulement au niveau national, mais aussi au niveau européen. L'Europe doit cesser d'être l'organisatrice du dumping social. Cela implique de rompre avec la libre concurrence libre et non faussée prônée par tous les libéraux européens. C'est la raison pour laquelle Marie George Buffet a rappelé une nouvelle fois le 8 mars au zénith de Paris, qu'il fallait se battre pour que le mini traité de Lisbonne soit abrogé.

✓ PAGE 2:

Edito

✓ PAGE 3:

Le PCF 76 présente sa nouvelle direction

✓ PAGE 4 ET 5:

Collectivités territoriales en danger : décryptage du rapport Balladur

✓ PAGE 6 ET 7:

En bref...

- TOTAL supprime des postes
- Avenir des permanences de la Sécu
- 58 licenciements à Timken
- Débat anticrise au Havre
- Imprimerie liquidée
- Rassemblement pour changer d'Europe au zénith de Paris

✓ PAGE 8:

Ripostes :

- Petites phrases
- Agenda
- Billet d'humeur

**Retrouvez les images
du meeting de lancement
de la campagne des
Européennes à Lille
dans le prochain numéro
de «L'Avenir»**



N°64

Daté du 13/03/2009

Lettre d'information éditée par
la fédération de Seine-Maritime
du Parti communiste français

Directeur de la publication : Daniel Lallier

Rédacteur en chef : Claude Etienne

Imprimerie : SNEIP Saint-Etienne-du-Rouvray

Tel 02 35 07 89 80

Courriel : Avenir@pcf76.fr

Abonnement annuel : 25 €

Prix au numéro : 0,60 €

N° CPPA : 0710 P11480 ISSN : 0338-0645

ont collaboré à ce numéro : Gilbert Louvet,

Aurélien Lecacheur, Dominique Langlois,

Jonathan Thirel (photo imprimerie ION)



PCF 76

Le nouvel exécutif départemental est constitué

A la suite de l'élection lors du congrès départemental de la direction fédérale et de ses 91 membres, le Conseil Départemental a élu les 13 membres de l'exécutif, chargé de coordonner et de mettre en œuvre la politique du Parti. Et le travail ne manque pas. Outre la préparation des élections européennes qui va mobiliser les communistes durant les prochains mois, un travail de fond reste à fournir pour que l'action politique du PCF continue de se développer dans notre Département.

Renforcement, lien avec les sections, formation des communistes, communication, activité sur les lieux de travail,... Coordonné par Céline Brulin, Secrétaire Départementale, qui aura comme tâche la relation avec les élus, la préparation des élections et les relations avec les autres forces politiques, l'exécutif est composé des membres suivants :

BRULIN Céline Secrétaire Départementale

Elus - Elections -Relation avec les autres forces politiques

Jean-Claude Blondel Formation des communistes	Gaspard Cassius Jeunesse - Accueil des nouveaux adhérents
Didier Corroyer Politique financière - Trésorerie	Gilles Croguennec Réseau des secrétaires de section
Christian Cuvilliez Initiatives et propositions face à la crise	Carine Goupil Lien avec le Conseil Départemental - Site internet
Sébastien Jumel	Aurélien Lecacheur Communication
Edouard Leclerc Diffusion de l'Humanité	Pascal Le Cousin Activité sur les lieux de travail
Liliane Legras Coordination de la campagne des Européennes	Gilbert Louvet Vie du Parti

**Aujourd'hui donnez à l'Humanité-Dimanche les moyens d'avancer !
devenez diffuseur du journal dans votre localité ou sur votre lieu de travail**

NOM..... PRÉNOM.....
 ADRESSE.....
 LOCALITÉ..... CODE POSTAL..... TÉL.....

Rapport Balladur : Les collectivités locales

Ça commence par « il est temps de décider ». Ça explique qu'il y aura de la concertation et qu'aucune décision ne sera prise hâtivement. Enfin, ça conclut en disant qu'on ne pourra pas faire autrement. « Ça », c'est en substance à quoi ressemble le rapport du comité « de réflexion et de proposition sur la modernisation et le rééquilibrage des institutions de la Vème République » présidé par Édouard Balladur. Derrière les 132 pages du rapport se cache à peine la volonté de dynamiser la France pour, entre autres, satisfaire aux exigences de l'Union Européenne. Décryptage.

Quel avenir pour les Départements?

Ce n'est pas la première fois depuis que Sarkozy est élu que la question de l'avenir des Départements est mise à l'ordre du jour. Le rapport Attali dénonçait déjà le « millefeuille » institutionnel et proposait déjà la suppression de l'échelon départemental. Cette fois-ci, le rapport Balladur va plus loin et enfonce le clou, en proposant la suppression des cantons dans la réforme électorale.

Rouen métropole ?

Le comité propose la création de 11 métropoles dites d'équilibre, organisées en communauté urbaine et qui feraient perdre aux communes qui les

composeront la majeure partie de leurs compétences. Parmi elles, Rouen est cité avec Marseille, Bordeaux, ou encore Nantes.

Le Maire de Rouen aurait entre ses mains la majeure partie des compétences du Maire de Maromme, St Étienne du Rouvray, ou encore de Canteleu ? Pages après pages, le rapport Balladur insiste sur le fait qu'il y a trop de communes en France, mauvaise élève de l'Europe : le nombre de communes n'a baissé que de 5% depuis 60 ans, tandis que certains pays les ont réduites de moitié.

Mais en pleine crise des institutions et en recherche de plus de démocratie,

est-ce vraiment la bonne solution de vouloir éloigner encore plus le pouvoir des citoyens ?

Grandes Régions ? Bonjour l'Europe !

C'est le rêve des dirigeants européens de remplacer l'échelle Commune / Département / Région / État par celui d'Agglomération / Région / Europe. Le comité Balladur propose pour cela, après la suppression des Départements, de fusionner certaines Régions pour n'en conserver que 15 : regroupement des deux Normandies, fusion de Paris et des Départements limitrophes ou encore démantèlement de la Picardie sont au menu.

La parole à...

André Chassaigne

Député du Puy De Dôme, Président de l'Association Nationale des Élus Communistes et Républicains

Que vous inspirent les propositions du comité Balladur ?

Ce qui me paraît le plus scandaleux, c'est que les collectivités locales apparaîtraient comme de simples services déconcentrés de l'État. Les territoires seraient alors dans l'incapacité de mener des politiques spécifiques dans l'intérêt de la population. C'est la présence des maires, conseillers généraux, régionaux, à tous les échelons de la vie démocratique qui est aujourd'hui menacée.

Cette réforme risque de remettre en cause les modes de scrutin actuels...

Là, soyons clairs : s'il s'agit de faire élire les conseillers territoriaux en faisant disparaître le scrutin de liste aux régionales, nous y serions totalement opposés. Le scrutin proportionnel est la seule garantie de respect des différentes sensibilités politiques au sein des différentes assemblées. Le mettre en cause, c'est aller tout droit vers la bipolarisation de la vie politique.

réformées à coups de hache ?



Projet de loi découlant des travaux du comité, fronde des élus locaux...

Sarkozy peine à convaincre

Ce n'est sans doute pas anodin qu'il ait commencé par remercier Pierre Mauroy et André Vallini, deux socialistes membres du comité. Car ce ne sont pas les élus locaux - de droite comme de gauche - qui se bousculent pour saluer un travail que le Président juge « difficile ». Ce dernier ose même remercier Édouard Balladur pour son impartialité. Défense de rire...

Malgré ses déclarations sur le soi-disant renforcement du rôle des communes, Sarkozy n'a qu'une idée : réduire les échelons dans le seul but de faire des économies, et mettre les communes sous tutelles des agglos. Il dit ne pas avoir de vision simpliste, mais se borne à vouloir fusionner Départements et Régions. Avec la réforme préparée par Sarkozy et Balladur, les collectivités locales ne seraient que des courroies de transmission du pouvoir en place : remise en cause de la clause de compétence générale, redécoupages électoralistes, ... C'était bien la peine de nous vanter les mérites de la décentralisation...

Dans quelques mois, la loi découlant du rapport du comité sera présentée au Parlement. Qu'en sortira-t-il ? Les mesures phares seront-elles abandonnées les unes après les autres, à l'image du Grand Paris ? Restons vigilants, pour que les propositions de la commission Balladur ne soient pas le big bang territorial espéré par la droite.



Refonte des régions, limitation des compétences départementales, création autoritaire d'un Grand Paris...
Le rapport voté hier éloigne encore plus les citoyens des lieux de pouvoir. **PAGE 2**

Pour aller plus loin...

Retrouvez les articles consacrés à la réforme des collectivités territoriales sur

www.humanite.fr

Écrémage massif chez Total

La direction de Total a annoncé mardi la suppression de plus de 550 postes, dont au moins 199 à la raffinerie de Gonfreville l'Orcher, 130 au complexe pétrochimique de la même ville et 54 à l'usine de butanol de Notre-Dame de Gravenchon qui sera fermée. En 2008, Total a dégagé le plus gros profit jamais réalisé par un groupe français, en hausse de 14% sur un an à 13,9 milliards d'euros.



Le profit de Total s'est construit sur le dos des Français qui n'ont rien vu de la baisse du prix du baril à la pompe, et sur le travail de ses salariés, et parmi eux, ceux qui voient leurs postes supprimés aujourd'hui dans le raffinage.

L'attitude de Total est scandaleuse. Cette entreprise s'illustre comme l'une des pires prédatrices, tant au niveau de l'environnement, que des droits sociaux, et même du pouvoir d'achat. Trop, c'est trop. Il est temps que l'Etat français agisse pour empêcher ces suppressions de postes, et pour que cessent ces comportements intolérables de prédateurs.

YVETOT. Le parti communiste fait signer une pétition contre la fermeture de l'agence locale de la CPAM.

Menaces sur la Sécu

L'agence de la caisse primaire d'assurance maladie (CPAM) est en danger. Les gestionnaires ont été avertis ces derniers jours qu'elle devrait fermer dans quelques mois et le PCF, soutient d'un collectif régional contre les licenciements de services publics, en a été averti cette semaine. Jean-Lucques Haudou et Gilbert Lacroix appellent mercredi matin le monde d'Yvetot avec une pétition demandant le maintien de l'agence de la CPAM.



Jean-Lucques Haudou et Gilbert Lacroix sur le marché d'Yvetot

au moment d'Yvetot, mais également de toute la commune d'Yvetot. Si cette agence venait à fermer, les usagers devraient aller jusqu'à Barentin pour leurs démarches. On nous parle de moyen d'urgence, mais en fait, nous ne sommes pas pour la sécurité sociale et c'est surtout le service public qui disparaîtrait d'Yvetot. Le PCF appelle donc les élus locaux pour s'unir contre cette fermeture annoncée. Nous réorganisons ces jours prochains dans nos relations sur ce dossier.

Bataille contre les fermetures des permanences de la Sécu

Pour contrer les fermetures des permanences CPAM envisagées aux Sapins, St Etienne du Rouvray, Canteleu, Petit-Quevilly, Grand Quevilly, Yvetot, Darnetal, Malaunay, le Trait, Sotteville-les-Rouen, Oissel, Grand-Couronne, Fécamp.. sous prétexte de "réduction des coûts de fonctionnement".

Les sections du PCF (photo et article dans Paris Normandie ci-contre) font signer des pétitions dénonçant « Une régression du service public de proximité va pénaliser les assurés sociaux les plus précaires, ceux qui peuvent le moins se déplacer, rendre plus difficile le suivi des dossiers de CMU, allonger les attentes...Au moment où le gouvernement trouve des milliards d'euros pour sauver les banquiers, contre la santé à deux vitesses, je veux le maintien et l'amélioration de ces permanences d'accueil !»

58 licenciements Timken dégraisse à Maromme



Le plan de réduction d'effectifs annoncé se soldera par la suppression de 58 emplois à Maromme (225 salariés). Timken (ex-Nadella) est une filiale française du groupe américain Timken ((25.000 employés dans le monde, 5,8 Md\$ de chiffres d'affaires et des millions de profits en 2008)) spécialisée dans les roulements pour le secteur automobile.

A Maromme, le chômage partiel est déjà en place une semaine sur deux depuis novembre jusqu'en juin. « On est sur le fil du rasoir », commente François Quimbel, élu CGT au CCE qui dit « n'avoir aucune confiance dans les actionnaires de Timken » alors que le groupe a engrangé des bénéfices en 2008. « la société veut bien toucher les aides de l'Etat pour le chômage partiel sans mettre la main à la poche » . Les salariés et l'intersyndicale (CGT, FO) ont reçu le soutien des élus communistes de la vallée du Cailly

A la recherche de solutions anticrises

Ils étaient près de 200 à se rassembler le 11 mars dernier à la salle Franklin du Havre, à l'appel des sections du PCF de l'arrondissement. Citoyens, élus, militants de gauche, syndicalistes, les participants sont venus nombreux, avec la volonté de trouver des solutions pour sortir de la crise et amorcer un changement de politique.

Situation de l'hôpital, pertinence de l'attribution des aides aux entreprises, hausse des salaires, démantèlement du service public portuaire, délocalisations, nombreux étaient les thèmes au cœur du débat. Durant près de trois heures, les échanges ont été riches entre le public, Jean-Louis JEGADEN (président du groupe communiste au Conseil Général), Daniel PAUL, Jean-Paul LECOQ (députés de Seine-Maritime), et l'économiste Nicolas BENIES. De nombreux débats de ce type ont déjà été organisés, notamment à Gonfreville L'Orcher ou encore Bolbec.



Imprimerie liquidée à St Etienne du Rouvray

Cette imprimerie offset numérique (ION) en liquidation à Saint-Etienne du Rouvray est bloquée depuis deux semaines par des salariés qui réclament des indemnités de départ. Les premières réunions entre les représentants syndicaux et le PDG du groupe Morault n'ont rien donné.

Les 56 salariés licenciés fin janvier réclament une prime de départ exceptionnelle de 20.000 euros assortie d'une somme de 1.500 euros par année d'ancienneté. Ces salariés se relaient nuit et jour depuis le 24 février pour bloquer les portes de cette imprimerie. Ils veulent ainsi empêcher le déménagement de la principale machine de l'entreprise à Amiens, dans une autre imprimerie du groupe qui compte 500 salariés. Ils ont reçu le soutien d'Hubert Wulfranc et des élus communistes locaux.

Elections européennes 2009 : Front de gauche : c'est parti !

C'est dans un zénith comble que s'est déroulé le premier meeting du front de gauche pour changer d'Europe. En présence de Marie George Buffet (PCF, notre photo), Jean-Luc Mélenchon (PG), Christian Piquet (dissident NPA) ou encore Francis Wurtz (député européen sortant).

Marie George Buffet a appelé notamment à la rédaction d'un nouveau traité européen, en rupture avec le traité de Lisbonne défendu par le Président Sarkozy. Patrick Le Hyarick, candidat en Ile De France, a expliqué qu'avec un front de gauche rassembleur et offensif, on pouvait changer la donne en Europe.



AFFAIRE FEROL
SARKOZY NOMME SES PROCHES
A LA TETE DE L'ETAT...



Jeudi 19 mars journée d'actions dans le département
manifestations

Rouen : 10h30 cours Clémenceau

Le Havre : 10h Franklin

Dieppe : 10h devant la gare

Fécamp : 14h30 maison des syndicats

SAINT-ETIENNE-DU-ROUVRAY

50ème anniversaire de la municipalité de gauche à
direction communiste

Samedi 4 avril SALLE FESTIVE

16h débat : la parole à ceux qui luttent !

Avec la participation d'acteurs du mouvement social
Hubert WULFRANC maire – conseiller général

19h30 : buffet campagnard - Soirée dansante

PRIX DU REPAS 11euros (12 ans – 18 ans 6 euros

RESERVATION OBLIGATOIRE 02 35 64 97 66

Ils l'ont dit !

Eric Hever, économiste à
l'OFCE:

« penser qu'en renforçant le
contrôle des chômeurs, on arri-
vera à limiter la hausse du chô-
mage, c'est ce tromper : il n'y a
pas assez d'offres d'emplois »

Faut transmettre au gouvernement,
il y en a qui le savent pas !

Luc Chatel, porte-parole du
gouvernement :

« C'est absurde, Total réalise 6%
de son résultat en France. Total
investit 13% de son investisse-
ment en France. Donc si vous
taxez Total en France, qu'est-ce
qu'il va se passer ? Ils vont aller
investir ailleurs »

En dehors de ce raisonnement
absurde, juste une réflexion : ce
n'est pas plutôt 200 salariés que
l'on veut mettre « ailleurs » à
Gonfreville ?

Michel-Edouard Leclerc, P.D.G.
du groupe du même nom :

« Ce qui est scandaleux, c'est
que dans certains domaines, les
fournisseurs soient arrivés à la
hausse, alors que le cours des
matières premières était à la
baisse »

Ah bon ? et c'est pas scandaleux si

les prix dans les magasins, eux, ne
baissent pas non plus ?

Luc Chatel (bis) :

« Les études que nous avons
montre que les prix baissent
depuis trois mois en France »

Mais il faut le dire au P.D.G.
Leclerc, il n'a pas l'air de le savoir !

Christine Boutin, ministre du
Logement :

« le gel des loyers, c'est une
tarte à la crème quand on n'a
pas d'idées »

Une idée, j'en ai une : que tous
ceux qui on vu leur loyer exploser
depuis ces dernières années met-
tent une tarte à cette ministre.

Jean-Claude Trichet, président
de la banque européenne :

« Nous nous rapprochons du
moment où il y aura une reprise »

ouais, c'est la « Christine Lagarde »
européenne, celui-là ? il y a peu de
temps il voyait une récession pro-
fonde en 2009

Billet d'humeur

Dérapiage

Revoilà les grosses ficelles. Dans son édi-
tion du 26-02, le Figaro affichait en une un
sondage qui fleurait bon le slogan «La
France, tu l'aimes ou tu la quittes». Ainsi,
selon l'institut OpinionWay, 51 % des
«métropolitains se déclarent favorables à
l'indépendance de la Guadeloupe». Un
chiffre qui grimpe à 58 % parmi les élec-
teurs de Nicolas Sarkozy au premier tour.
Quelques pages plus loin, l'éditorialiste du
Figaro se charge de donner son interpréta-

tion de la situation. Et de pointer la suppo-
sée division entre les leaders du mouve-
ment et le peuple. Selon lui, les revendica-
tions sociales dissimuleraient les velléités
indépendantistes du LKP, faisant fi des
rapports de classes et du racisme qui
règnent en Guadeloupe. Mais le plus inté-
ressant est à suivre. Reprenant un dis-
cours digne des grandes heures de la
colonisation, le quotidien libéral dénonce-
rait presque la perfidie de l'indigène: «Ce
qu'ils ne disent pas le jour en langue fran-
çaise, ils l'affirment la nuit en créole.» Le
Figaro croit déceler une sombre manœuvre
politique de la part du LKP puisque -

toujours selon le même sondage - 80 %
des Guadeloupéens se disent attachés à
la métropole, n'ignorant «rien de l'aide que
[la France] apporte ». Redevables donc,
les Guadeloupéens savent qui remercier
pour être maintenus sous la perfusion des
aides sociales. Et le Figaro d'ajouter: «Le
gros des troupes [du LKP] appartient à la
fonction publique, dont les fins de mois,
elles, sont assurées par l'Etat français.»
Des assistés, les dirigeants du LKP? La
«pwofitasyon» n'est plus du côté des
békés, c'est le Figaro qui le dit.

Lina Sankari